



CONVENTION RELATIVE A L'INSTALLATION D'ABRI-VOYAGEURS

Entre les soussignés :

La **Région Auvergne-Rhône-Alpes**, représentée par son Président en exercice, Monsieur Laurent WAUQUIEZ, en vertu de la délibération n°Conseil régional du.....

Et,

Montélimar Agglomération, représentée par son Président, Julien CORNILLET , agissant en application de la délibération du Conseil communautaire du 28 juin 2022.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L111-8,

VU le budget de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la délibération n°.....de la Commission permanente régionalerelative au transport scolaire et non urbain approuvant notamment la présente Convention,

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2022 relative à la convention relative à l'installation d'abri-voyageurs

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

La Région, en vue d'améliorer le service rendu aux usagers des transports publics routiers non urbains et scolaires, a décidé de financer pour les communes (ou autres collectivités) qui le souhaitent, des abri-voyageurs à l'usage de leurs administrés.
Ces abris sont fournis et posés par la Région.

La présente convention fixe les conditions d'occupation du domaine public ainsi que les modalités de fourniture, de pose et d'entretien des abri-voyageurs.

ARTICLE 2 - LOCALISATION et DESCRIPTION

L'abri-voyageurs concernés par cette mise à disposition sont situés sur la commune de Montélimar.

L'abri-voyageurs installés sera de type M3.

ARTICLE 3 - RESPONSABILITE DE MONTELIMAR AGGLOMERATION

3.1 – Réfection des sols après pose ou dépose

Les réfections ou remise en état des sols, et le cas échéant, la réalisation de plateformes, ainsi que l'enlèvement des déblais consécutifs à l'installation, au remplacement ou au déplacement des abri-voyageurs visés à l'article 2 sont à la charge de Montélimar Agglomération.

3.2 – Qualité des abords

Montélimar Agglomération réalisera un sol, et le cas échéant une plateforme, stabilisé, horizontal, non meuble, non glissant, non salissant ainsi que les cheminements d'accès à l'abri en respectant les normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Elle s'engage à respecter les règles de sécurité élémentaires en bordure d'une voie publique. Elle veillera à maintenir les sols, le cas échéant la plateforme, et les abords des abris dans un bon état de propreté, de sécurité et de qualité pour les usagers.

3.3 – Raccordement électrique

Montélimar Agglomération procèdera au raccordement électrique de l'abri le cas échéant. Le raccordement et le branchement au réseau d'éclairage public, la mise à la terre, toute modification ultérieure du dispositif lumineux prévu, et la consommation électrique des installations visées aux présentes, ainsi que tout système de sécurité exigé actuellement ou ultérieurement en raison de leur implantation sur la voie publique seront à la charge de la Commune.

3.4 – Nettoyage et entretien

Montélimar Agglomération s'engage à prendre en charge le nettoyage régulier et la vérification des abri-voyageurs visés à l'article 2.

Montélimar Agglomération s'engage à signaler à la Région (Direction des Mobilités) toute déprédation ou défaut d'entretien des abris.

3.5 – Communication

La Région assure la gestion de l'affichage des abris-voyageurs, notamment dans les caissons.

3.6 – Mesures conservatoires

Montélimar Agglomération s'engage à prendre au plus vite les mesures conservatoires pour notamment mettre en place la signalisation ad-hoc et interdire l'accès à l'abri-voyageurs en

cas de dégradation avérée de l'abri et/ou de risque pour l'utilisateur, dans l'attente d'une intervention pour la réparation ou le remplacement de l'abri.

3.7 – Divers

Montélimar Agglomération s'engage à ne rien installer ou laisser installer sur, dans ou aux abords immédiats des abris, tout élément (containers poubelles, panneaux publicitaires...) qui puisse modifier d'une façon quelconque leur structure, empiéter sur l'espace d'attente, réduire l'accessibilité à l'abri, nuire à leur esthétique ou gêner la visibilité sur l'abri ou l'exploitation du caisson sans l'accord préalable de la Région.

La Région est exemptée de tout versement au titre des loyers, droits d'occupation et redevances.

ARTICLE 4 - RESPONSABILITE DE LA REGION

4.1 – Fourniture et maintenance des abri-voyageurs

La Région a en charge la fourniture et la pose/dépose des abri-voyageurs.

Elle assure également la maintenance du parc d'abris-voyageurs, et en reste propriétaire.

Elle signale à la Commune tout défaut d'entretien des sols, abords et cheminements d'accès.

4.2 – Responsabilité

L'achèvement des travaux et la conformité des équipements sont vérifiés et constatés contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un procès-verbal co-signé.

Le cas échéant, la Région et Montélimar Agglomération pourront dresser un procès-verbal co-signé de réception des abords et de la plateforme.

La Région souscrit une assurance " Dommage aux biens " pour les mobiliers urbains visés à l'article 2. Elle demeure responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses équipements.

ARTICLE 5 – DEPLACEMENT DE L'ABRI-VOYAGEURS

5.1 – A la demande de Montélimar Agglomération

Le déplacement d'un abri-voyageurs à la demande de Montélimar Agglomération est soumis à l'accord préalable de la Région. Cet accord précisera les modalités de prise en charge par les parties.

5.1 – A la demande de la Région

Si la Région souhaite enlever ou déplacer l'abri, elle en informera Montélimar Agglomération. Les frais correspondants de dépose et repose de l'abri seront à sa charge exclusive (hors réfection des sols).

ARTICLE 6– PERMISSION DE VOIRIE

La Région, Montélimar Agglomération et le gestionnaire de la voirie décident d'un commun accord du lieu d'implantation des abri-voyageurs. Des éléments de schéma type d'implantation pourront être fournis et annexés à la présente convention.

Les emplacements respectent les règles en matière de sécurité publique et de circulation. Le gestionnaire de la voirie est garant de la bonne signalisation routière et du bon positionnement et agencement de l'arrêt en regard des exigences de sécurité routière.

Dans le cadre d'un aménagement de l'arrêt sur voirie départementale, une demande d'occupation devra être faite au département et l'autorisation sera annexée à la présente convention.

Dans le cadre d'un aménagement de l'arrêt sur voirie communale, cette convention vaut autorisation d'occupation du domaine public.

Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire.

La déclaration de travaux sera faite, par le prestataire chargé de poser l'abri, auprès de la commune ou du département le cas échéant.

ARTICLE 7– FIN DE CONVENTION

La présente convention prend effet à sa date de signature.

Elle est conclue pour la durée de vie des équipements. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de préavis de 3 mois.

Elle est résiliée de fait en cas d'enlèvement de l'abri régional sur le lieu d'implantation.

Document réalisé en trois exemplaires originaux, à Lyon le

Le Président
de la Région Auvergne-
Rhône-Alpes

Pour la Montélimar
Agglomération,

Laurent WAUQUIEZ

Julien CORNILLET